

Position du Luxembourg dans le cadre de la révision du règlement N°651/2014 (« RGEC »)

De manière générale, le Luxembourg salue le premier projet de révision du RGEC visant à l'aligner avec le cadre financier pluriannuel.

L'élargissement de l'article 20 (Aide à la coopération territoriale européenne), la hausse des taux d'intensité, ainsi que l'ajout de nouveaux articles, tels que les articles 20 bis (Aides limitées octroyées aux entreprises pour leur participation à des projets de coopération territoriale européenne), 25 bis (Aides en faveur de projets ayant reçu un label d'excellence) et 25 ter (Aides en lien avec les projets de cofinancement), vont dans la bonne direction. Le Luxembourg compte toutefois partager ses remarques sur certains éléments du texte proposé :

Définitions :

- Le Luxembourg salue l'ajout de la définition 83 bis concernant le niveau de maturité technologique, y compris l'introduction de celle-ci dans les définitions 84 à 86, qui ne doit toutefois pas limiter la marge de manœuvre des Etats membre dans la qualification d'un projet. Il est suggéré de préciser que l'ajout du niveau de maturité technologique représente une base d'orientation pour les Etats membres.
- Si l'ajout de la définition 86 ter sur la numérisation est fortement salué, le Luxembourg regrette que celle-ci soit limitée au chapitre sur le fonds Invest EU. Par conséquent, il est proposé de rendre ce type d'activité éligible sous l'article 25 du RGEC.
- Le Luxembourg s'interroge sur la différence entre la définition existante sur une « entreprise innovante » (art.2, paragraphe 80) et sur le nouvel ajout de la définition sur une « PME innovante » (art.2, paragraphe 183). Il est suggéré de remédier à cette incohérence en optant pour une seule définition.
- Les nouvelles définitions (art.2, paragraphes 184 et 185) sur ce qui constitue entre autre une « petite entreprise à moyenne capitalisation » prêtes à confusion. Compte tenu de la complexité actuelle de la définition PME, il est suggéré de modifier le libellé afin de remédier à l'incohérence entre les définitions existantes et proposées.

Coopération territoriale européenne :

- Pour éviter une distorsion entre les différentes dispositions, il est suggéré de préciser que les infrastructures, machines et équipements ne sont éligibles au *pro rata* de la durée du projet. Il est proposé de rajouter le libellé suivant, à l'instar de l'article 25: « *seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles* ».
- Le Luxembourg propose d'augmenter le taux d'intensité réservé aux grandes entreprises à 70% afin d'assurer une cohérence avec l'article 106 du projet de règlement portant dispositions communes pour 2021-27.
- Dans le considérant (41) du RGEC existant, nous proposons que le terme « PME » soit remplacé par « entreprise » afin d'être conforme aux articles 4 et 20 déjà modifiés.
- Quant à l'article 20bis, le Luxembourg invite la Commission à préciser que les entreprises tierces ne recevant pas directement des aides du FEDER devraient être exemptées de toute obligation de contrôle et/ou de suivi prévue aux articles 11 et 12. Le traitement d'un grand nombre d'entreprises tierces recevant indirectement de faibles montants d'aide représente une charge administrative disproportionnée. Dans les projets CTE, les entreprises tierces sont d'autant plus nombreuses qu'il y a de versants.

Label d'excellence et projets de cofinancement :

- L'article 25 ter, para 5 prévoit que le programme couvre au moins 30% des couts admissibles. Cette condition rend cet article toutefois inapplicable pour certains projets, étant donné que certains programmes, tel que le programme ECSEL, financent des projets portés par des grandes entreprises qu'à 20%. C'est la raison pour laquelle il est suggéré de réduire ce seuil afin de permettre à tous les projets cofinancés d'être éligibles sous le nouvel article 25ter.
- Les considérants du texte proposé affirment que « les conditions qui ont déjà été examinées au niveau de l'Union préalablement à l'attribution du label d'excellence ne devraient pas faire l'objet d'une nouvelle évaluation » ». De quel critères s'agit-il ?
- Le Luxembourg invite la Commission à remédier au manque de cohérence entre les critères au niveau des programmes européens et des régimes nationaux. A titre d'exemple, le programme européen n'analyse pas forcément le critère d'entreprise en difficulté, qui

constitue pourtant un critère d'exclusion du financement national si ce critère n'est pas respecté. Il en va de même pour l'analyse du statut PME d'une entreprise où des divergences peuvent exister entre l'analyse nationale et européenne.

Divers :

- Le Luxembourg se demande pourquoi l'article 7 limite l'approche simplifiée pour le calcul des coûts (« simplified cost options »), par exemple le forfait, aux projets cofinancés par un fonds européen ? Il est proposé d'ouvrir cette option aux projets financés uniquement par des régimes nationaux.
- Le Luxembourg plaide par ailleurs pour la hausse des seuils de notification concernant les aides en faveur des projets de coopération territoriale européenne et des aides en faveur de la formation, notamment dans le cadre des projets financés par les programmes Interreg.